

# LE MAGHREB MALGRÉ TOUT

L'édification régionale est une priorité stratégique, à tel point qu'en mai 2011 le Maroc rappelait aux pays du Golfe, qui l'invitaient à rentrer au Gulf Council for Cooperation, que son adhésion éventuelle ne pourrait se faire au détriment de la construction d'un Maghreb intégré. Mais réussir l'Union passe d'abord par la normalisation des relations avec le voisin algérien. **Par Olivier Deau**

**N**ous vivons dans des pays où tout est vertical. Lorsque le chef décide, le message redescend et s'applique à tous. Alors si nous prenons deux pays qui fonctionnent de cette manière et que les chefs ne se mettent pas d'accord, rien ne se passe», il y a une certaine philosophie, mais aussi une preuve de lucidité politique, à écouter le Marocain de la rue livrer son regard sur la fraternité maghrébine. En 1989, le défunt roi Hassan II avait conclu avec ses quatre homologues maghrébins le traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) à Marrakech, avant que les relations ne s'ensablent très peu de temps après, et pour longtemps. Aujourd'hui, Mohammed VI procède par petites touches. De cette Union maghrébine subsiste le Secrétariat général, implanté à Rabat, mais dont le souffle des révoltes arabes tarde encore à faire lever le drapeau. Et pourtant il frémit. Le président tunisien Marzouki a effectué une tournée remarquée dans les capitales régionales, demandant à ses partenaires que l'on presse le pas vers l'intégration. De passage au Maroc, il s'est recueilli sur la tombe de son père, exilé politique à qui Hassan II avait accordé la nationalité marocaine.

Les nouveaux leaders du Maghreb semblent amorcer un virage dans le vocabulaire comme dans les intentions. Après son investiture en tant que Premier ministre, Abdelilah Benkirane repoussait une question d'une journaliste espagnole pour donner la priorité

à une journaliste algérienne, un petit clin d'œil qui indique qu'entre Rabat et Alger on veut garder la ligne éloignée des interférences. Fin janvier, pour la première fois depuis neuf ans, le ministre des Affaires étrangères marocain, Sâad Eddine Othmani, était invité à Alger où le président l'a reçu plus de deux heures, un signe fort. Certaines sources expliquent que depuis l'annulation de dernière minute d'une audience du Premier ministre algérien Ouyahia avec le roi, en 2005, Alger n'avait plus montré de bonnes dispositions diplomatiques à l'égard de son voisin.

## L'édification du Maghreb : la frustration diplomatique marocaine

En douze années, la diplomatie marocaine aura réussi à pousser les dossiers de coopération bilatérale sauf au Maghreb, alors qu'elle considère pourtant l'édification régionale comme une priorité stratégique. Le chef de l'État réitère chaque année son vœu de réouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie – la plus longue frontière fermée au monde – et ne s'est pas encore lassé des nombreuses fins de non-recevoir d'Alger. La construction régionale reste une priorité affichée, à tel point qu'en mai dernier le Maroc rappelait aux pays du Golfe qui l'invitaient à rentrer dans leur club régional, le Gulf Council for Cooperation, que son adhésion éventuelle ne pourrait se faire au détriment de la construction d'un Maghreb intégré.

Le message royal fait d'ailleurs florès, il n'y a guère d'officiel ou d'universitaire qui ne reprenne en écho ce lancinant refrain de la réouverture des frontières, avec souvent l'expression d'une certaine frustration.

Le Maroc a multiplié les coopérations économiques avec les pays africains, avec les États-Unis et avec l'Europe, mais avec le pays le plus proche, l'Algérie, on n'y arrive pas, on bute. Et sur quoi au juste ? Sur l'Histoire ? Sur le nationalisme ? En fait, « on bute sur la question d'établir des frontières internationalement reconnues au Maghreb, et donc sur la question du Sahara », laisse tomber un analyste. Pour un diplomate de haut rang « le Sahara est une question artificielle, en fait c'est aussi la question de la démocratisation de la région qui est posée ». Selon lui, « une Algérie plus démocratique ne pourrait laisser en l'état le dossier du Sahara et une démocratisation algérienne ne peut que renforcer les liens régionaux. »

## Des raideurs nationalistes affleurent dans la presse

Le Sahara, c'est la cause nationale prioritaire pour Rabat, celle de l'intégrité de son territoire et d'aucuns soupçonnent ici le voisin algérien de l'instrumentaliser pour affaiblir le pays et le diviser. Certains, comme l'universitaire Driss Benali, y auront même décelé « une stratégie d'affaiblissement bismarckienne des services militaires algériens ».

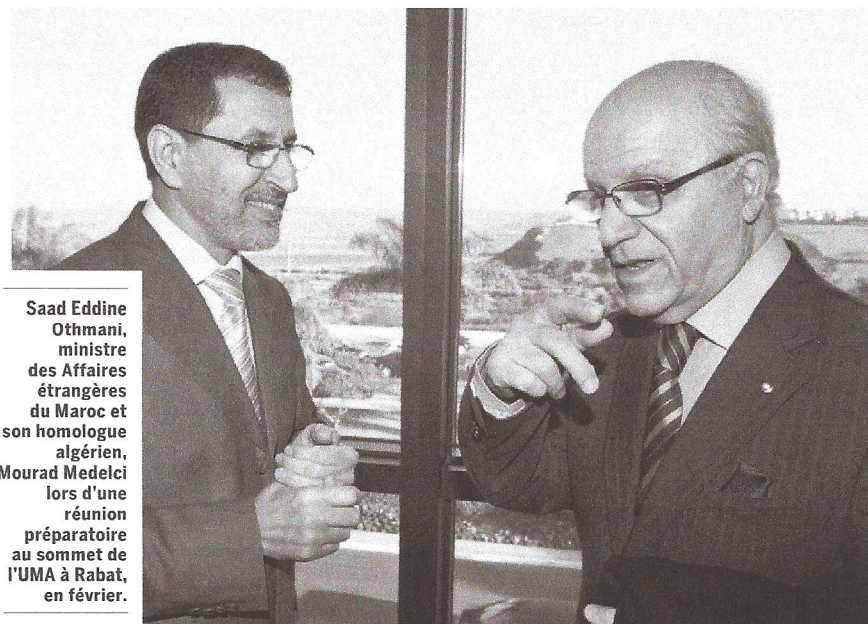
Dès qu'il s'agit de l'Algérie, les voyages officiels font d'ailleurs couler

beaucoup d'encre. Sous la plume de Taoufik Bouachrine, le quotidien arabo-phonique *Akhbar Al Youm* publiera un éditorial empreint de méfiance et de pessimisme pour dépeindre le voyage officiel du ministre marocain des Affaires étrangères à Alger: « *Quand il [El Othmani] quittera la présidence algérienne, qu'il remontera dans son avion et qu'il réintègrera ses bureaux à Rabat, il s'apercevra bien que rien de tangible n'aura été fait.* ». C'est le révélateur d'un discours banalisé au sein de l'élite marocaine: l'entrave à l'intégration c'est avant tout la faute de l'Algérie. Beaucoup sont convaincus que rien ne changera si le voisin ne donne pas de signes forts, sans doute sous l'impulsion d'un renouvellement politique. Au fil de ces deux regards croisés entre un cadre du parti nationaliste de l'Istiqlal et un autre du très gauchisant Parti socialiste unifié dans les pages du mensuel *Zamane*, on peut par exemple lire que « *l'Algérie a profité du fait que le Maroc expulse ses ressortissants en 1994 pour fermer la frontière, car l'ouverture ne lui convenait pas.* » En février, l'hebdomadaire *Maroc Hebdo International* titrait encore en une: *Bouteflika: pourquoi il déteste le Maroc*. La presse marocaine est assez encline à peindre l'antimodèle algérien et à souligner *a contrario* l'ouverture politique et économique du royaume.

Le très officiel quotidien *Le matin du Sahara et du Maghreb* saluait très diplomatiquement la visite du ministre à Alger et se félicitait « *que celui-ci porte le message de relance du Maghreb voulu par Sa Majesté le roi.* »

### Désenclaver les régions périphériques, une urgence

Le Maroc rêve d'achever sa reconnaissance territoriale au Sud et se soucie aussi de désenclaver économiquement ses régions du Nord et de l'Est, bordées par l'Algérie. Là-bas, dans la région de l'Oriental, l'entrave à la liberté de circulation entre Algérie et Maroc a asséché les flux touristiques des Algériens, plusieurs centaines de milliers par an. Même s'il est de notoriété commune que les Oujdis –habitants de Oujda– par exemple, s'approvisionnent régulièrement en carburant de l'autre côté de la frontière située à vingt kilomètres, cette économie de petits trafics à la périphérie



Saad Eddine Othmani, ministre des Affaires étrangères du Maroc et son homologue algérien, Mourad Medelci lors d'une réunion préparatoire au sommet de l'UMA à Rabat, en février.

du Maroc central ne parvient pas à faire subsister les habitants. Beaucoup ont émigré à l'étranger, notamment dans le Nord de la France et en Belgique.

### Double enjeu

Face à ce double enjeu, Francis Ghilès, analyste au Centre d'études internationales de Barcelone (Cidob), appelle « *à déconnecter les deux dossiers, Maghreb et Sahara, faire de l'avancée de l'intégration au niveau régional une politique à part, déconnectée des négociations onusiennes sur le Sahara.* »

Quand certains avancent toutes les raisons d'être pessimistes, d'autres soulignent le formidable potentiel économique de ce Maghreb idéalement intégré, à l'instar du président du puissant Office chérifien des phosphates, Mostapha Terrab, à l'occasion d'un forum tenu avec le gratin économique à Casablanca. Le point de vue de l'élite marocaine ne semble donc pas être tout à fait homogène selon que l'on se place du point de vue politique, du point de vue économique, ou du point de vue de la presse d'opinion.

Malgré la faiblesse des échanges mutuels entre les deux pays « frères », l'Algérie reste paradoxalement le premier partenaire économique du Maroc en Afrique, grâce en grande partie au gaz prélevé contractuellement sur le gazoduc Algérie-Espagne. Ce gazoduc,

un fil géostratégique ténu, connecte encore efficacement les deux grands pays maghrébins. « *D'autant que le Maroc aura besoin de gaz à l'avenir, pour répondre à ses besoins énergétiques, industriels ou particuliers. Le marché gazier marocain pourrait représenter 5 milliards de m<sup>3</sup> dès 2015, et 10 milliards en 2025.* », souligne Moulay Abdellah Alaoui, président de la Fédération marocaine de l'énergie.

En mars 2011, à l'issue de la visite en Algérie de l'ancienne ministre de l'Énergie et des mines, Amina Benkhadra, aujourd'hui directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines, les deux pays avaient conclu un contrat supplémentaire d'achat et la prolongation d'une autre branche du gazoduc depuis un champ algérien jusqu'à Jorf Lasfar, complexe industriel marocain hautement stratégique puisque c'est l'endroit d'où partent les phosphates, première source d'exportation du pays et troisième source de devises. « *Seul un Maghreb des libertés économiques pourra être capable de se situer durablement sur la carte de la mondialisation.* », rappelle Ghilès.

En attendant, les Marocains témoignent d'une certaine prudence sans perdre leur espoir qu'un nouveau Maghreb émergera bientôt de la situation actuelle que beaucoup d'entre eux s'accordent à trouver absurde. ■